L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

2 F — Adresse : L'HUMANITE ROUGE B.P. 365 75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

6e ANNEE JEUDI 19 SEPT. 1974 N° 241

Le prochain congrès du P"C"F

UN CONGRES DE LA CONTRE-REVOLUTION

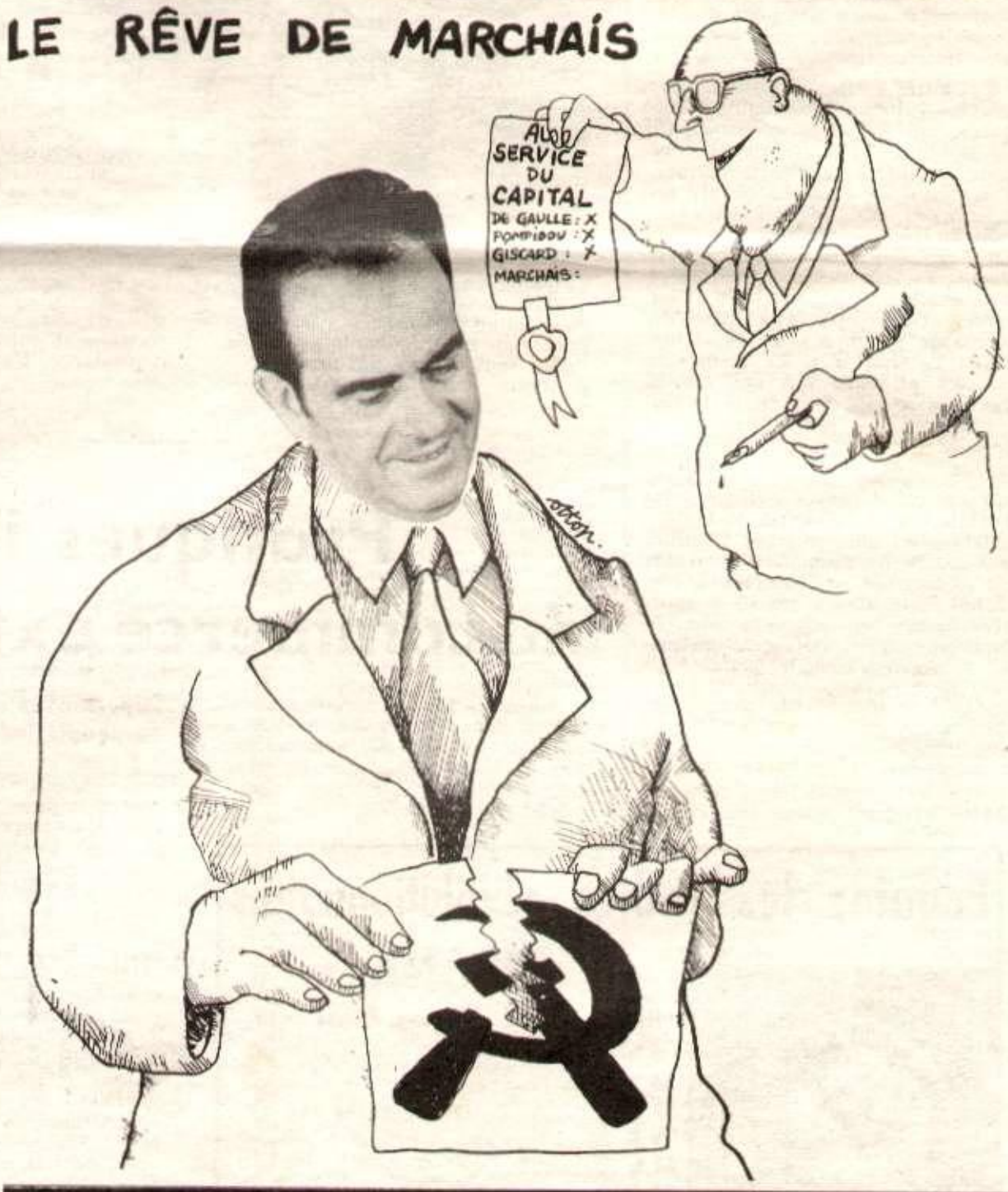
Les dirigeants révisionnistes préparent activement la tenue du prochain congrès extraordinaire du P« C »F. Leur décision de convoquer un congrès extraordinaire témoigne du fait qu'ils sont prêts à prendre leurs « responsabilités » à jouer pleinement leur rôle de défenseurs du capitalisme et cela prochainement. La crise capitaliste atteint des proportions de plus en plus importantes. Et dans les mois qui viennent elle ne pourra aller qu'en s'aggravant. Le gouvernement actuel n'a pas les moyens de faire face à la crise, d'en faire supporter le poids aux travailleurs sans que ceux-ci lui apportent une riposte de grande ampleur. Pour pratiquer une telle politique, les monopoles auront besoin des socialistes et révisionnistes. Eux seuls, grâce à l'influence qu'ils conservent dans les masses, peuvent en effet s'opposer efficacement aux luttes ouvrières, empêcher les luttes de se développer. C'est pourquoi ces derniers temps on assiste de la part du gouvernement et de milieux proches de lui à toute une série de mesures et de déclarations qui reflètent la tentation d'appeler les socialistes et révisionnistes au gouvernement. La dernière en date ayant été l'appel de Charbonnel, ministre de Pompidou, en faveur de « l'ouverture à gauche ».

Le rôle du congrès extraordinaire du P« C »F sera de préparer cette issue sur tous les plans : idéologique, politique, organisationnel.

Pour cela, d'abord on relègue la référence verbale au socialisme aux oubliettes. Il ne s'agit plus maintenant, et de façon officielle, que de réaliser quelques « réformes limitées » dans le cadre du capitalisme. Le P« C »F se veut dorénavant un parti de réformes. Et on met en avant le fait que ces réformes étaient dans le programme du parti radical il y a trois quarts de siècle ! Le congrès aura donc pour fonction de consacrer officiellement le fait que le P« C »F n'entend pas remettre en cause le capitalisme.

Pour cela encore on fait appel à des représentants ouverts des monopoles : les gaullistes. Jusqu'à maintenant, les dirigeants révisionnistes prétendaient réaliser l'union des forces étant soi-disant en faveur du socialisme, c'est à-dire avec la social-démocratie. Dorénavant c'est l'union avec ceux-là mêmes qui ont eu la responsabilité de conduire la politique monopoliste durant cette dernière décennie. Pour les besoins de cette mauvaise cause, on nous présente le gaullisme comme étant un courant « populaire » pour tenter de cacher le fait qu'il a toujours été un courant politique de la bourgeoisie monopoliste. L'appel au gaullisme ne fait que mettre à jour la nature de classe du révisionnisme : un courant politique de la bourgeoisie qui comme tel est prêt à s'unir à tous les courants politiques bourgeois. C'est cette union que les dirigeants révisionnistes appellent « l'union nationale ».

(Suite page 8)



Agression fasciste contre l'ambassade de la République populaire d'Albanie

(Voir page 6.)

Les derniers soubresauts du colonialisme portugais

Depuis le 10 septembre dernier le régime colonialiste portugais a baissé pavillon en Guinée Bissao, reconnaissant officiellement l'indépendance de ce pays, proclamée il y a plus d'un an et déjà reconnue par plus de 100 états dans le monde.

Cette magnifique victoire du peuple de Guinée Bissao et des Iles du Cap vert est le résultat d'une lutte de longue haleine. C'est en 1963 en effet que, sous la direction du PAIGC, la lutte armée a commencé dans ce pays, opprimé depuis plus de cinq siècles, remportant des succès de plus en plus nombreux, libérant plus d'un tiers du territoire, ralliant l'appui et la confiance de tout le peuple. Fruit de la lutte armée et des nombreux sacrifices consentis par le peuple guinéen pour la conquête de son indépendance, elle est aussi celui de la solidarité militante des pays et des peuples d'Afrique dressés contre le colonialisme, en même temps que le prélude des victoires futures qui sanctionneront les luttes armées des peuples d'Angola et du Mozambique.

Car le colonialisme portugais aux abois ne désarme pas pour autant, contrairement à ce qu'il voudrait bien faire croire.

Les luttes armées victorieuses des peuples guinéen, Mozambicain, Angolais, ont été la cause principale de la chute du gouvernement fasciste portugais, en Avril dernier. Cette évidence s'impose malgré les mensonges des révisionnistes de tous poils qui voudraient bien nous faire croire que ce changement est dû aux « luttes pacifiques des forces démocratiques portugaises » pour tenter d'accréditer leur thèse du « passage pacifique » si défraîchie. Non ! ce sont bien les fusils des peuples africains qui ont été la cause principale de la chute du fascisme portugais, recevant l'appui et le soutien du peuple portuguais lui-même.

Face aux dépenses militaires exhorbitantes — la moitié du budget total ! — à l'inflation grave, à l'afflux des déserteurs, au nombre croissant de soldats tués ou éliminés, le fascisme portugais n'a pas su se dépêtrer de ses contradictions. Mais le nouveau Régime portugais cherche à s'en sortir à moindre frais.

Après l'échec de sa tentative de « fédération » — pâle camouflage du colonialisme ancien — Spinola n'a cessé de mettre des bâtons dans les roues aux négociations avec le PAIGC, laissant planer jusqu'à aujourd'hui encore des ambiguités sur sa reconnaissance de l'indépendance des Iles du Cap Vert.

Il a laissé se développer avec bienveillance les putschs ridicules et sanglants qui, en Angola il y a peu, au Mozambique tout récemment, ont causé plusieurs centaines de morts parmi le peuple africain. Il entend repousser aux calendes grecques l'indépendance de l'Angola dont il ne s'est pas résigné encore à perdre les immenses richesses naturelles.

Il a d'ailleurs reçu des aides précieuses de la part des deux super-puissances. L'Union Soviétique

s'est empressé de nouer avec lui des relations diplomatiques et de saluer sans réserve son programme politique néo-colonial qualifié de « Contribution au renforcement de la paix » par la Pravda.

Chacun sait par ailleurs, que les USA aussi bien que l'URSS ne sont pas étrangers aux divisions qui ont récemment entravé les luttes d'indépendance Nationale, en Angola notamment.

Mais là aussi la bourgeoisie portugaise et les super-grands qui s'agitent dans l'ombre se sont vus infliger un cinglant démenti. Les Mouvements en lutte pour l'indépendance nationale ont refusé de céder aux paroles trompeuses et de déposer les armes. Bien au contraire ils ont accentué leur offensive militaire, remportant chaque jour de nouveaux succès sur le terrain ;

Ils ont par ailleurs resserré leurs liens, rejetté les manœuvres de division, comme l'annonce de la réunification des trois tendances qui déchiraient le MPLA en témoigne.

Ils ont aussi sû raffermir autour d'eux la solidarité et l'unité africaine comme en font foi les énergiques prises de positions de l'OUA et de la conférence de Brazzaville.

Car elle vaut pour la cause sacrée des trois peuples africains l'affirmation d'Amilcar Cabral proclamant : *« il n'y a pas de manœuvres, de concessions, de crimes ou de mensonges qui puissent arrêter la marche irréversible de notre peuple vers l'indépendance »*.

Pratiques impérialistes du commerce extérieur de Moscou

Faire des profits à tout prix, et sur le dos des peuples, tel est le fond de la politique commerciale des sociaux-impérialistes de Moscou. Ci-dessous, deux faits significatifs, parmi d'autres :

Superprofits sur le dos du peuple indien

En été et automne 1972, les sociaux-impérialistes de Moscou achètent 30 millions de tonnes de grains aux Etats-Unis. Prix : 60 dollars la tonne. Une partie des achats est réalisée par accord avec le département US de l'agriculture, celui-ci subventionnant les agriculteurs américains pour l'exportation des grains. Parallèlement à ces achats « officiels », une mission soviétique achète en sous-main des grains à deux reprises, 8,5 millions de tonnes à la Continental Grain et 5 millions ailleurs. Au total, le 22 septembre, le gouvernement US a subventionné les achats soviétiques à concurrence de 130 millions de dollars ! Une bonne affaire pour Moscou... dont le peuple indien fera les frais : quelques temps plus tard, Moscou revend à l'Inde une partie de ces grains. Entre temps le prix du grain triple de 60 dollars, il est passé à 200 dollars la tonne. Une « bonne affaire » que les gredins révisionnistes prétendent mener pour le compte de « l'amitié soviéto-indienne » !

Gredins parmi les gredins

Premier temps : c'est en mars 73 ; la Sovfracht — organisme soviétique chargé des affrétements, affrète — loue — 36 transporteurs de vrac (pour 1 million de tonnes de porc) par l'intermédiaire d'une firme suédoise ; 10 jours plus tard, elle affrète une trentaine de bateaux pour le même poids par l'intermédiaire d'une firme norvégienne. Et ceci pour une durée de deux ans. Elle acquiert ainsi la jouissance d'une flotte importante (près de 80 navires de vrac) à des conditions avantageuses : 4 dollars la tonne pour un navire de 50 000 tonneaux pendant 6 mois, 5 dollars pour un bateau de 20 000 tonneaux pendant 18 mois.

Deuxième temps : la Sovfracht est loin de remplir ces bateaux à chaque voyage donc, elle les réaffrète (sous-loue) pour le tonnage non utilisé, par l'entremise des mêmes intermédiaires suédois et norvégiens. L'affaire est intéressante : en octobre 73, la Sovfracht réaffrète de 6,5 à 10 dollars ce qu'elle avait payé 4 dollars, et 7 à 8,5 dollars ce qui coûtait 5 dollars en mars !

Troisième temps : la Sovfracht réaffrète à grande échelle sa flotte et met sur pied une combinaison gigantesque. POUR PROFITS GIGANTESQUES... SANS JAMAIS apparaître sous son nom. Des gredins qui n'osent pas avouer leurs forfaits...

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30 ..	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30 ..	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

LOUDEAC : licenciement chez Vetagri

Il y a quinze jours, le patron de chez Vetagri, Darondel, décidait de passer à l'offensive contre la section syndicale C.F.D.T. en cherchant à licencier la seule représentante ouvrière au comité d'entreprise. Or, pour arriver à ses fins, il lui fallait faire voter sa demande par ce même comité d'entreprise, ainsi composé :

— le directeur (Darondel, nouveau patron de choc dans la région de Loudéac),

— un représentant des cadres (syndiqué au syndicat « autonome » de la boîte créé par le patron où les futurs adhérents sont invités à se saouler au frais du patron pour leur éviter de réfléchir au moment de signer une carte),

— un représentant du « syndicat autonome »,

— la représentante de la C.F.D.T.

Et l'on voyait ce qui se passe dans toutes les entreprises qui ont un « syndicat autonome » : des représentants élus par des travailleurs pour défendre leurs droits et leurs intérêts VOTER POUR LE LICENCIEMENT et ceci quels que soient les motifs inventés de toute pièce par le patron. De plus, ils essayent de cacher leur méfait en affirmant qu'ils représentent « la large majorité des employés » de Vétagri alors qu'aux dernières élections leur représentant réunissait moins de voix que la déléguée C.F.D.T.

Mais chez Vétagri, après les mensonges, les calomnies et la lâcheté ont aussi une place de choix.

Essayer de saboter la C.F.D.T. chez Vétagri ne leur suffit pas, ils auraient voulu aussi discréditer toute l'organisation locale. Pour y arriver, les méthodes les plus viles sont de rigueur.

Soutenu par quelques notables bien connus et qui évitent de se mouiller directement, un groupuscule de néo-fascistes qui passent le plus clair de leur temps dans les bistrots (quand ils n'en sont pas les patrons) voudrait avec l'aide des patrons établir sa loi dans les entreprises d'où ils sont actuellement écartés.

C'est pourquoi ils tentent de soudoyer quelques travailleurs de chez Vétagri (sur le dos de qui ils feraient retomber toutes les responsabilités si l'affaire venait à être dévoilée en plein jour) pour les aider dans leur triste besogne : rédiger un tract et des affiches calomnieuses pour la classe ouvrière partout où cela peut gêner le maximum de personnes et signer le tout « U.L.-C.F.D.T. » afin, pensaient ils, de semer la confusion. Cette grossière provocation a lamentablement échoué et aucun travailleur ne s'y est finalement laissé prendre, mais une chose est certaine, les patrons et leurs larbins viennent de montrer de quoi ils sont capables et ils n'hésiteront pas à recommencer, soyons-en sûrs.

Devant ces menées provocatrices, une seule solution, renforcer encore l'unité de tous les travailleurs contre les patrons et leur gouvernement et se préparer à répondre massivement à toute nouvelle provocation. Ce n'est que lorsque nous manifesterons devant leurs vitrines ou leurs portes que ces messieurs comprendront.

REFUSONS TOUT LICENCIEMENT !

DENONÇONS LES « SYNDICATS AUTONOMES » A LA SOLDE DES PATRONS !

A BAS LA FASCISATION ET SES VALETS !

Titan-Coder : OCCUPATION

La « Justice » s'est donc prononcée. Au nom de la « rentabilité » 2 700 travailleurs seraient ainsi sans délais jetés sur le pavé.

Leur riposte n'a pas traîné. A Marseille, Villefranche et Maubeuge, aussitôt la nouvelle connue, la décision était prise : on occupe ! Les travailleurs manifestent ainsi qu'ils se moquent pas mal de la « solution nationale » souhaitée par les dirigeants révisionnistes, pour sauvegarder l'entreprise. Ce qui les intéresse eux, face à la rapacité du patronat et du pouvoir, c'est de défendre leur gagne-pain.

La « Vie Ouvrière », quant à elle, méditant sur les difficultés des Tanneries d'Annonay et de Titan-Coder estime que « sans être apocalyptique, la situation de l'emploi est néanmoins préoccupante ». Elle a trouvé la solution de tous les maux des ouvriers : une renégociation du fameux « accord pour l'emploi », véritable bulle de savon destinée à tromper la classe ouvrière sans rien — strictement rien ! — lui apporter. D'après la « V.O. » toujours, « le gouvernement parle d'y ajouter quelque chose... mais on peut douter que ce quelque chose, même s'il n'est pas négligeable, soit en rapport avec le sérieux de la situation ».

Les travailleurs de Titan-Coder eux, ont en tête un autre exemple, que les négociateurs professionnels se garde bien d'évoquer : celui des « Lip » dont la lutte unitaire et prolongée a tracé un chemin.

ACTIONS PAYSANNES EN DORDOGNE

Un de nos correspondants nous a communiqué :

Les paysans périgourdins connaissent en ce moment une dépréciation sans précédent de leur niveau de vie : en ce qui concerne la production de viande, par exemple, un petit éleveur de la région d'Excideuil a pu établir, factures en main, qu'il avait vendu en 1974 un veau *au même prix qu'il y a 13 ans, en francs courants* (1 350 F). De même, la récolte 73 de noix, surabondante, ayant vu les prix s'effondrer de 4 F à 2,50 F le kg, nombre de petits paysans ont donc gardé leurs noix, dans l'espoir d'un relèvement des cours. Ici intervient alors Sylvain Floriat, potentat local, grand PDG d'Europe n° 1, de Matra, et cumulard foncier n° 1 de la région, qui, à l'usure, parvient à racheter à ce même prix de 2,50 F une part importante des noix en question, qu'il stocke dans ses frigos et revendra cet hiver à 7 ou 8 F, car la récolte 74 s'annonce quasi-nulle.

On comprend donc que les manifestation à Périgueux, le 1er août, ont réuni plus de 15 000 petits paysans en colère.

Il est intéressant de noter que les bonzes de la FDSEA, qui, comme s'en réjouit « Sud-Ouest », avaient voulu une « manifestation calme », ont été sévèrement débordés : la préfecture a été attaquée, les vitres brisées, les voitures des grosses huiles mises à mal, les CRS présents repoussés dans la cour, malgré tous les « apaisements » prodigués par les bonzes affolés.

Guéna, député UDR de Périgueux, était intercepté sur la route, et, les 4 pneus de sa voiture crevés, devait user ses belles chaussures pour continuer son chemin...

Cependant, les responsables révisionnistes du P« C »F et les réformistes font planer un grave danger sur le mouvement, usant de tout le poids de leur démagogie pour fausser le contenu de classe de cette lutte et l'orienter dans un sens électoraliste et légaliste bourgeois. Les « zélus » P« C »F-PS, assez influents dans les campagnes du Périgord, coloyaient les imposteurs de la FDSEA à la tête de la manif, prompts aux consignes d'« ordre et de dignité » et aux « mises en garde contre les perturbateurs »... Platon, manitou de la FDSEA, demandait une convocation du parlement en session extraordnaire et une réunion du conseil général (!) ce qui n'a pas convaincu la masse des manifestants ni empêché l'assaut de la préfecture. Cette conception réformiste est aussi celle des responsables révisionnistes, qui se démènent pour mettre en relief leurs démarches creuses et motions respectueuses dans les conseils municipaux et au conseil général.

Et notre correspondant conclut :

Ne distinguant pas clairement la nature de ces ennemis perfides, nombre de petits paysans ne percent pas encore totalement la nocivité de ces menées et croient encore au clivage « droite » et « gauche » dont leur lutte serait l'illustration, même lorsqu'ils n'hésitent pas à faire usage de toute leur nécessaire violence de classe contre les protecteurs de la terre et LEURS « pouvoirs publics ». *Ceux-ci, qu'ils s'appellent Giscard ou Mitterrand, n'accorderont jamais une rémunération décente aux travailleurs de la terre ;* ils continueront à les exploiter, les éliminer, les réprimer, car ce sont tous des hommes du capital, ce monstre à écraser entre les deux poings de fer de la classe ouvrière et de la petite paysannerie.

SOLIDARITÉ ANTI_IMPERIALISTE

Commandez le n° 4 de « Solidarité anti-impérialiste » bulletin du CILA.

Au sommaire : ● Chypre : le jeu des superpuissances.
● Les conférences de Caracas et Bucarest.
● Les dessous de Watergate.

Le numéro : 1 F.

Le CILA - 107, rue de la Réunion, 75020 PARIS
C.C.P. Noël Callegari, 33-752-39 La Source

Dans les affrontements avec la bourgeoisie s'élève la conscience de classe des masses travailleuses

Tirana, 2 septembre (« Ata »). — Ces temps derniers une vague de grandes batailles de classes, d'âpres conflits sociaux politiques ont ébranlé les principaux pays capitalistes.

Aux U.S.A., l'hebdomadaire « Time » rapporte que rien que durant la première moitié de l'année en cours ont été déroulées 3 240 grèves avec la participation de plus de 1 600 000 ouvriers, soit 650 000 ouvriers de plus par rapport à la même période de l'année passée. En juillet, le mouvement gréviste a pris des proportions encore plus vastes, des émeutes de travailleurs ont traversé le pays de part en part, écrivait la revue «U.S. News, and World report ». La lutte gréviste engloba les industries métallurgiques, de l'extraction de la houille, des constructions, de la production des automobiles, le transport, etc.

La grève et les manifestations puissantes de 120 000 mineurs déclenchée ces derniers temps en signe de protestation contre l'exploitation féroce capitaliste et l'absence de mesures de sécurité technique dans les mines, ont semé la panique dans les milieux dominants. *En Angleterre*, les grèves déroulées durant les cinq premiers mois de l'année en cours ont coûté au grand capital une perte de 8 millions de jours de travail, soit 725 000 jours de travail de plus que les pertes causées par les grèves durant toute l'année 1973.

En Italie, vers la mi-juillet dernier, ont fait grève plus de 10 millions d'ouvriers et paysans dans dix-neuf sur ving régions du pays, des manifestations et des meetings de protestation ont été organisés à Rome, Milan, Naples, Palerme, etc. En août dernier, ont participé aux grèves plus de 14 millions de ravailleurs du bâtiment, des transports de divers secteurs de l'industrie, des services sociaux, etc. Selon les données de la presse italienne, durant les six premiers mois de cette année les grèves et les manifestations ont causé une perte de 54,5 milliards d'heures de travail. Les grèves et les manifestations de protesaux grèves plus de 14 millions de travailtation ont été cette année plus organisées et ont donné de meilleurs résultats dans d'autres pays capitalistes également, comme le Japon ou dans les batailles de classes de printemps dernier ont participé plus de 10 millions d'ouvriers.

Le mouvement ouvrier a atteint actuellement un niveau plus élevé de maturité, ce qui se manifeste dans la nature même des revendications ouvrières, dans le contenu des slogans militants lancés par es grévistes et les manifestants, dans 'élévation de la conscience de classe des masses travailleuses. Parallèlement aux revendications économiques, surgissent toujours avec beaucoup plus de force les revendications de caractère politique.

Le caractère massif et âpre des batailles de classes qui se sont déroulées ces temps derniers constitue un rude coup contre les attitudes révisionnistes opportunistes et réformistes suivant lesquelles le capitalisme aurait changé et serait devenu plus « humain » et que les « travailleurs pourraient s'entendre avec les propriétaires capitalistes, que dans nombre de pays capitalistes régnerait l'harmonie de classes, etc. ».

LISEZ

Albanie Aujourd'hui

Revue théorique et politique albanaise

L'exemplaire : 2,40 F

ORTF : *un super "France"*

La loi monopoliste de réorganisation du marché de l'audio-visuel décidée le 3 juillet dernier par le gouvernement Chirac et votée le 28 juillet est en cours d'application : au fil des semaines qui viennent les décrets (22 au total) vont être publiés. Pendant ce temps les trusts de l'électronique poursuivent leur organisation dans ce domaine, ainsi Thomson vient de créer deux nouvelles filiales sur le marché de la télédistribution par câbles, avec le soutien financier de Paribas notamment.

Mais cela ne se fait pas sans à-coups : le marché phénoménal de l'audio-visuel (750 millions de dollars pour l'Europe d'ici 4 à 5 ans d'après les prévisions officielles) attire suffisamment de convoitises pour que la concurrence entre les monopoles prenne un tour aigu qui se manifeste sur le plan politique par des contradictions entre diverses fractions de la bourgeoisie. C'est vraisemblablement une des raisons pour lesquelles la loi démanteleuse ne s'applique pas plus vite.

Une autre raison est que la bourgeoisie s'inquiète (à juste titre !) de la réaction des 16 000 travailleurs de l'ORTF durement touchés dans leur emploi. Le problème pour les trusts c'est de licencier « en douceur » et d'éviter ainsi que les 16 000 de l'Office se dressent en masse. Cette tactique monopoliste porte, pour l'instant, ses fruits : les travailleurs restent, aujourd'hui encore, l'arme au pied attendant que les menaces se concrétisent dans les faits.

Pour réduire les travailleurs à cet attentisme et les démobiliser, la bourgeoisie a eu le coup de main désormais classique des directions syndicales réformistes et principalement du Parti révisionniste. D'une part en lançant pendant les deux dernières années des mots d'ordre étrangers à la classe ouvrière comme « Démocratisation de l'ORTF » ou « Liberté de création et qualité des programmes ». D'autre part en sabotant systématiquement toutes les actions risquant de « dégénérer » par le recours régulier (2 fois par an en moyenne) aux grèves-soupapes de 24 à 48 heures sans lendemain.

Mais la crise du capitalisme s'aggrave chaque jour et les révisionnistes sont obligés de changer de tactique sous peine de perdre la face. Entre autres à l'ORTF où les balivernes « démocratiques » ont fait long feu lorsque les travailleurs ont compris que ce qui les menaçait principalement c'était le chômage. Les dirigeants révisionnistes effectuent donc en ce moment même un spectaculaire virage à 180 degrés, passant sans sourciller de « la négociation pour préserver les acquis » à « la grève générale illimitée totale, illégale » et tout et tout, sachant bien que ce que la bourgeoisie nous réserve provoquera immanquablement une explosion de colère qu'ils veulent absolument bloquer pour mieux la contrôler.

Cette « nouvelle » tactique des révisionnistes, à l'ORTF comme ailleurs, consiste donc à utiliser le mouvement populaire comme masse de manœuvre pour leur changement de politique bourgeoise. A Rateau comme sur le « France » le moyen en est la démagogie des arguments (« "notre" entreprise est rentable », « nous sommes de "bons" ouvriers consciencieux », « l'intérêt national veut que... », etc.), un certain « gauchisme » verbal («occupons !», « actions illégales ! »...) et surtout l'absence totale de démocratie prolétarienne dans la direction de la lutte.

On a donc vu le 23 juillet dernier les dirigeants révisionnistes de l'ORTF entraîner une manifestation de 2 000 travailleurs de l'Office dans une impasse, aux sens propre et figuré, derrière l'Assemblée nationale, à la tête de laquelle ils avaient installé 3 députés révisionnistes. On les a vu plus récemment imposer le député révisionniste Ducoloné à la tête d'une manifestation de 300 personnes rue de Varennes. On les a vu hier monter un stand « de l'Intersyndicale » à la foire de l'Humanité blanche... pour la modique somme de 2 000 NF (payés par les syndicats de l'ORTF !). On les voit aujourd'hui réunir les partis bourgeois du défunt programme commun sur la base de la « démocratisation » de l'entreprise en vue de « populariser » la lutte (qu'ils disent), etc.

Pendant ce temps, les travailleurs de l'ORTF qui ne bénéficient pas du statut sont licenciés, les mises à la retraite anticipée avec 35 % du salaire s'accélèrent, les statutaires stagiaires sont prolongés illégalement... La colère va donc certainement s'amplifier. Les révisionnistes prétendent se mettre en tête en proposant de « nouvelles formes de lutte », tout en refusant, bien sûr, comités de lutte et comités de grève et en déniant aux assemblées générales tout pouvoir de décision.

« OCCUPEZ, ON NEGOCIE ! »

Les prétendus « démocrates » de l'ORTF veulent se servir de la masse des travailleurs de l'ORTF comme de l'équipage du « France » pour négocier aux tenants du pouvoir quelques bons postes et porte-feuilles dans l'administration de la Nouvelle Radio-Télévision. Si lutte il doit y avoir, c'est sur des bases claires définies par les travailleurs *démocratiquement*, contre les licenciements, les mises à la retraite à bon marché, et pour le maintien des droits acquis, et pas pour nommer des postes-serviettes supplémentaires dans la panoplie gouvernementale !

Correspondant HR-ORTF,
15 septembre 1974.

LE " FRANCE " :

lutte contre le chômage

Depuis l'avènement du capitalisme, la menace du chômage, le chômage existent pour les travailleurs. Le chômage est un produit du capitalisme. Mais les réformistes de tout genre cherchent à masquer cette réalité, ils prétendent que le chômage peut être évité par une bonne gestion du système capitaliste. Toutes ces mystifications ont pour but de démobiliser la classe ouvrière et de faire en sorte que celle-ci ne remette pas en cause le système capitaliste.

Une illustration récente vient de nous en être donnée, par le révisionniste Krasucki dans sa position vis-à-vis du paquebot « France ». Dans sa conférence de presse du 19 juillet à Franklin, celui-ci explique : « A qui la faute si la *gestion* du « France » ne peut être équilibrée ? Certainement pas au personnel : la fédération CGT avait dès l'origine soulignée les inconvénients de la construction du « France » et proposé une toute autre solution — c'est elle qui avait raison —. Les responsables de la situation sont les gouvernements successifs qui n'en n'ont pas tenu compte et la compagnie ».

En un mot : Krasucki à la barre, plus de chômage. C'est la bonne gestion assurée qui garantira l'emploi ! M. Krasucki aurait été un bon élève de l'ENA.

L'opération mystification étant faite, c'est au tour de l'opération déviation. Et le voilà réclamant un débat pour définir « une véritable politique de la marine marchande ». (Bien sûr un débat parlementaire). On nous explique alors que « les navires de croisières sont *rentables* ». Le problème n'est pas là. la réalité c'est que la bourgeoisie veut faire supporter le poids de sa crise aux travailleurs. Face à cela, il n'y a un seul mot d'ordre : aucun licenciement ! Il n'y a pas du chômage injuste car l'entreprise est rentable, et du chômage juste car elle ne l'est pas. Rappelons que ces messieurs de l'union de la gauche qui gèrent la MNEF (mutuelle étudiante) devant les problèmes financiers de celle-ci, n'ont pas trouvé mieux que de recourir aux licenciements ! un chômage juste. Le chômage est une maladie incurable du capitalisme. D'ailleurs la rentabilité n'est pas le critère pour la bourgeoisie, le critère c'est le profit maximum, Giscard n'a-t-il pas dit que ceux qui ne font pas assez de profit doivent disparaître.

La colère des 1 600 travailleurs du « France » montant, les dirigeants révisionnistes ont décidé l'application de leur nouvelle tactique afin de ne pas être débordés et d'imposer leur négociation. Ainsi « l'occupation du navire et la grève de 48 heures dans la marine marchande ont été décidés. La classe ouvrière, pour en finir avec le capitalisme et le chômage poursuivra sa lutte classe contre classe.

Correspondant H.R.

TANNERIES D'ANNONAY

Les révisionnistes, champions de la gestion et de la légalité capitalistes

Cette lutte des Tanneurs est menée par l'Etat-Major CGT, les délégués sont appelés à appliquer au pied de la lettre la ligne de la Fédération qui n'est autre que la ligne révisionniste (c'est le cas au niveau de toutes les fédérations. Les consignes viennent d'en haut ce qui explique l'appui du P« C »F (nombreux articles dans l'Huma blanche) et le stand des Tanneurs à la Foire de l'Huma).

Les responsables CGT veulent montrer qu'il est possible d'avoir une autre politique pour les petites industries, qu'il est possible de trouver des solutions : la restructuration interne. Dans le texte de la Conférence de presse de la CGT, du 6 août 74, sous la présidence de Séguy (!), messieurs les bonzes révisionnistes, défenseurs des P.M.E., déclarent :

« Une partie de l'usine est moderne et dotée d'équipements *rentables*. Des études techniques, commerciales et de gestion ont été faites en vue d'une opération de restructuration à l'intérieur de l'usine. Etudes dont les éléments connus montrent qu'une gestion *bénéficiaire* est tout à fait possible. (...)

Trois arguments militent en faveur du maintien de l'activité de la Tannerie d'Annonay :

— La gestion peut être bénéficiaire

— Son activité permet de maintenir l'emploi de *la plus grande partie* du personnel.

(Les autres, la « petite partie », peuvent se retrouver au chômage, dans la misère, les bonzes s'en moquent, c'est bien loin de leurs préoccupations, pour eux comme pour leur « allié-rival », le grand patronat, la seule chose qui compte c'est la rentabilité, le profit !

— Son activité a une incidence positive sur la balance du commerce extérieur.

(Sauver le capitalisme pourrissant est bien leur seule préoccupation.

Les Tanneurs achètent les peaux dans les abattoirs et les travaille pour les vendre.

Pour rester dans la « légalité », terme si cher aux révisionnistes, les délégués CGT refusent d'utiliser les stocks de peaux dans l'usine.

D'autre part, l'unitt est réalisée jusqu'au directeur de l'usine d'Annonay (!), un mémorandum sur la rentabilité a été fait en commun « Syndicats-direction » ! Donc pour ne pas briser cette amitié il faut rester dans la légalité !

Aux Tanneries comme à Titan-Coder, comme au « France », démasquons la ligne contre-révolutionnaire des dirigeants révisionnistes.

Correspondant H.R.

AFFICHEZ H.R.

DE RETOUR DE CHINE...

Reportage de camarades ayant participé à la délégation de femmes dirigée par « l'Humanité Rouge » en Chine.

Les femmes chinoises dans le mouvement de critique de Confucius et de Lin Piao

«Nous vouons à l'ancienne société une haine immortelle»

« Dazibaos » flamboyants sur les murs des villes, des usines, des communes populaires, meetings de masse, petits groupes d'études entr'aperçus au cours des visites, interventions des responsables à tous les niveaux qui nous accueillent, nous rappellent à chaque pas, au cours de tout notre voyage à travers la grande Chine Rouge, que la critique en profondeur des théories réactionnaires de Confucius et Lin Piao est maintenant devenue l'affaire du peuple chinois tout entier. C'est avec une ardeur et un enthousiasme indicibles qu'il s'est lancé dans cette vaste campagne politique, encore en plein essor.

Pourquoi donc lier la critique de Lin Piao à celle de Confucius ? Qu'est-ce qui rapproche ces deux individus que séparent plus de 2 000 ans ? C'est qu'entre eux il existe bien un terrain idéologique commun.

Reprenant les oripeaux de son maître à penser : « Se modérer et en revenir aux rites », Lin Piao prétendait en revenir au passé, changer la ligne du Parti Communiste Chinois, restaurer le capitalisme et faire de la Chine une colonie révisionniste du social-impérialisme.

Mais de ce passé amer les femmes chinoises ont gardé un souvenir terrible et vivace ; et c'est ce qui explique qu'elles soient particulièrement actives et mobilisées dans la campagne « Pi Lin Pi Kong ». Car, « *si dans l'ancienne société le peuple chinois était au fond d'un puit, les femmes chinoises, elles, gisaient dans le bas fond du puit* » aiment-elles à rappeller.

La doctrine Confucéenne : Une corde qui maintenait la femme en esclavage

Pour Confucius, la femme se trouvait soumise à la règle des « trois obéissances » qui traduisait concrètement le concept confucéen de « considération pour les hommes, mépris pour les femmes ». Enfant, elle devait être soumise à son père, femme à son mari, veuve à son fils. Elle devait également appliquer les « quatre vertus » : Retenue dans sa conduite, réserve dans sa conversation, élégance dans sa toilette et habileté dans les tâches domestiques. Tout cela visait à cloîtrer les femmes à la maison, à les écarter des affaires publiques. Et d'autres règles cruelles s'y employaient encore, ainsi que nous le rappellent la démarche maladroite des vieilles femmes aux pieds bandés, si nombreuses encore à porter témoignage de ce passé odieux dans les rues des villes chinoises.

Tout cela se traduisait par une série d'adages absurdes du style : « Quand une femme épouse un chien, elle doit le suivre ; quand elle épouse un coq, elle doit le suivre ; quand elle épouse une palanche, elle doit la suivre », qui nous seront souvent rappellés avec colère par les femmes chinoises, au cours de nos entretiens. Quoique de manière plus déguisée, Liu Chao chi et Lin Piao n'agissaient pas autrement quand ils allaient proclamant « les femmes sont arriérées » ou encore « le sort d'une femme dépend de celui de son mari ». Et leur objectif inavoué n'était-il pas le même ? « Ils avaient l'intention de faire des femmes des instruments dociles, ignorant la politique prolétarienne et les affaires de l'État et du monde ».

Certes, l'instauration de la dictature du prolétariat et l'avènement du socialisme ont fondamentalement changé le sort des femmes chinoises. Sous l'impulsion du Parti communiste chinois et de la ligne révolutionnaire du Président Mao, elles ont conquis, en droit, l'égalité avec les hommes. Une égalité que leur lutte a déjà très largement inscrite dans les faits aussi.

Les vieilles idées ont la vie dure

Mais ainsi que le rappellait Lénine « *quand l'ancienne société meurt, on ne peut pas clouer son cadavre dans un cercueil et l'enfermer dans un tombeau. Ce cadavre se décompose au milieu de nous, il pourrit et nous contamine nous-même.* » Depuis plus de 2 000 ans que courrent les idées confucéennes sur le mépris des femmes, elles ont plongé des racines tenaces dans les esprits et les mœurs. La campagne de critique contre Confucius et Lin Piao vise à les mettre en lumière, à les extirper à tout jamais.

On nous en donne de nombreux exemples au cours de nos visites.

A l'usine textile n° 2 de Pékin par exemple, où nous discutons avec les travailleuses après la visite des ateliers : « *Il y avait une théorie issue de Confucius qui disait que des femmes ne pouvaient pas participer à la construction d'une maison, sans quoi la maison s'écroulait ; qu'elles ne pouvaient pas fixer la poutre d'une charpente, sans quoi la poutre n'était pas droite. A cause de cette théorie, récemment encore, il n'y avait pas de femmes dans les équipes de charpentiers. Maintenant, il y en a. Elles ont déjà bâties de nombreuses maisons... et aucune ne s'est écroulée !* », conclut notre interlocutrice ,dans un éclat de rire général.

Ou bien encore, à cause de la considération pour les hommes les familles voulaient absolument avoir un fils parmi leurs enfants, même si elles avaient déjà plusieurs filles, elles continuaient à avoir des enfants jusqu'à ce que naisse un fils. Et ces idées ne sont pas encore disparues aujourd'hui.

A Chenyang, nous voilà assises sur les bancs d'un modeste atelier d'une usine de métaux en poudre créée par quelques ménagères au début de la Révolution culturelle. Le visage radieux, l'ouvrière qui nous reçoit raconte l'émouvante histoire de cette usine.

« *Au début il y avait 9 ménagères qui ont pris conscience qu'il leur fallait servir la révolution chinoise et la révolution mondiale. Elles ont dit : nous ne devons pas mener une vie oisive, nous aussi nous avons deux mains. Et nous avons quitté nos casseroles pour démarrer l'usine.* » Il a fallu tout faire : défricher à la pioche le terrain vague, bâtir le premier atelier : un peu de travers et très bas de plafond, mais les ouvrières en sont glorieuses ! « *Nous n'avions pas d'argent pour acheter des briques réfractaires ; nous avons construit le four avec de simples briques et des déchets. Il fallait une cheminée de 28 mètres. Nous avons compté sur nos propres forces et trouvé dans les usines environnantes des barils inutilisés. Pour ne pas payer de frais de transport, nous les avons roulés nous-mêmes jusqu'à l'usine et nous les avons soudés ensemble à la longueur voulue.*

Une partie des personnes nous soutenait. Une autre partie se moquait de nous en nous disant : Vous êtes juste capables de fabriquer du vermicelle ! Mais nous étions très fortes de l'enseignement du Président Mao : Ce que les hommes peuvent faire, les femmes le peuvent aussi. »

Et la grand-mère Han, l'une des 9 ménagères à l'origine de l'usine intervient pour nous expliquer un autre aspect de leur lutte pour « ouvrir la porte de la maison ».

« *J'ai 64 ans. J'ai 6 enfants dont 5 travaillent. Mon mari, mes enfants voulaient me retenir, disant que les travaux du ménage étaient bien suffisants. Mais je n'ai jamais oublié qu'à 12 ans j'étais enfant-ouvrière, je mourais de faim et de froid. Nous avons obtenu l'émancipation. Je ne peux maintenant laisser tomber le pays. Je suis vieille mais mon cœur est rouge. Je ne peux pas ne pas répondre à l'appel du parti et du Président Mao. J'ai même pris les économies de ma famille pour permettre à l'usine de démarrer...* »

C'est tout cela que n'avait pas compris non plus un jeune diplômé universitaire, affecté à cette usine. « *Cela ne l'intéressait pas tellement de travailler avec des femmes. Nous avons compris son inquiétude. Mais depuis qu'il connaît la volonté des femmes il dit que pour rien au monde il n'acceptera de quitter cette usine.* »

Oui, grossières ou subtiles, les vieilles idées de l'ancienne société sont encore bien vivaces en maints endroits. Mais patiemment, fermement sous la conduite du Parti, les femmes chinoises les arrachent une à une en prenant part aux luttes politiques du moment.

Continuer et développer la Révolution

Pas seules d'ailleurs. Mais avec l'aide de l'Association des femmes chinoises — reconstruite au niveau de toutes les provinces — et sous la ferme direction du Parti, les femmes s'engagent, aux côtés de leurs camarades hommes, dans l'étude assidue des œuvres du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung pour élever leur conscience politique, apprendre à mieux discerner le vrai marxisme du faux, de manière à ne plus être dupé par des usurpateurs semblables à Liu Chao chi et Lin Piao.

Car le point de vue de Confucius sur le statut des femmes constitue une partie de sa conception d'ensemble sur les positions respectives des hommes et les rapports entre eux dans l'ancienne société. C'est cette conception réactionnaire qu'hommes et femmes doivent combattre ensemble sur tous les fronts où elle se manifeste.

C'est à cette tâche politique que le Parti communiste chinois, le président Mao Tsé-toung appellent l'ensemble du peuple chinois. Et c'est en la menant à bien que se formeront des millions de continuateurs de la Révolution, parmis lesquels les femmes chinoises — nous n'en doutons pas un instant après tout ce que nous avons vu et entendu — tiendront leur place, toute leur place.

En leur permettant de prendre ainsi pleinement part à la lutte politique, le mouvement de critique de Lin Piao et Confucius représente une force puissante pour faire progresser l'émancipation complète des femmes chinoises selon l'orientation du Président Mao : « *Une véritable égalité entre l'homme et la femme n'est réalisable qu'au cours du processus de la transformation socialiste de l'ensemble de la société.* »

A propos de la manifestation des soldats de Draguignan

Mardi 10 septembre, deux cent soldats du 19e régiment d'artillerie ont manifesté en pleine ville de Draguignan pendant plus de deux heures. Depuis plusieurs mois déjà, des mouvements importants du contingent se sont fait jour. A Draguignan la discipline de l'armée bourgeoise a été violée ouvertement, et les soldats, pour la première fois depuis longtemps, ont témoigné *dans la rue* de leur volonté révolutionnaire, au mépris des interdictions.

Il nous faut distinguer deux choses : la signification profonde de ce mouvement ; et d'autre part les grandes manœuvres politiques de la « gauche » et de « l'extrême gauche » pour « récupérer » les luttes du contingent et les diriger dans leur ornière contre-révolutionnaire.

Ces luttes s'inscrivent dans le cadre de l'essor du mouvement révolutionnaire du peuple français. Sous des formes diverses et parfois confuses, elles traduisent de fait un développement de la révolte des jeunes contre le capitalisme. Nous soutenons les actions des appelés pour l'obtention des droits démocratiques, contre les brimades, les vexations et contre les atteintes à la dignité ; nous soutenons les justes revendications d'une importante augmentation de la solde et de la gratuité des transports. Nous soutenons la lutte contre le racisme menée, comme à Draguignan, par nos frères des « DOM-TOM » encasernés en France.

Cependant, l'Union de la gauche (et en particulier les révisionnistes) et les trotskystes répandent largement les illusions de la détente, propagent un pacifisme bourgeois, s'opposent à la politique de défense nationale. Ils poussent ainsi à l'abandon de la France devant les superpuissances, notamment devant l'expansionnisme du social-impérialisme soviétique. Leur propagande n'est pas sans influence.

Il est une chose de parler de réforme du service militaire, il en est une autre de se comporter de fait en 5e colonne.

C'est pourquoi nous devons dénoncer la démagogie honteuse des révisionnistes ou des trotskystes qui ne cherchent qu'à utiliser à leur profit politique des mouvements comme celui de Draguignan en les détournant vers des cibles *politiques* contre-révolutionnaires.

Les intérêts de notre peuple se retrouvent à la fois dans les deux points suivants : dans la lutte révolutionnaire anticapitaliste à l'intérieur comme à l'extérieur de l'armée ; et dans la nécessaire lutte en faveur d'une authentique politique de défense nationale. On ne peut séparer ces deux aspects, en appuyer un en négligeant l'autre.

Libérez les soldats emprisonnés.

Entre nous soit dit...

La « fête » de l'Humanité est la plus grande fête bourgeoise de France. Véritable show business américain, la devise en est la recherche du profit maximum dans tous les domaines. On utilise toutes les méthodes possibles pour faire adhérer, la démagogie étant au poste de commande ; mais comme on dit chez ces recruteurs concurrents, « émulation oblige ». Ailleurs, on n'hésite pas à tenir un stand de plusieurs milliers de motos, parce que chacun sait que la moto est devenu aujourd'hui un marché prospère qui attire de très nombreux jeunes ou moins jeunes. De même fait-on venir n'importe quelle « vedette », pourvu qu'elle soit « rentable », c'est-à-dire qu'elle attire du monde. Et plus les genres musicaux des vedettes sont divers, plus le public est varié. D'où notamment, la grande offensive révisionniste en direction de la musique Pop, depuis d'ailleurs déjà un an ou deux. Il était ainsi un moment question que les Solling Stones participent à la foire 1974. On imagine en effet aisément le monde que cela aurait attiré en plus.

Mais ce qui est également révoltant, c'est lorsque les révisionnistes osent se faire de l'argent sur des produits chinois. Ainsi les célèbres portraits chinois tissés de Marx, Engels et Lénine étaient vendus pas moins de 50 F, les signes chinois de fabrication ayant été soigneusement cousus pour qu'on ne les remarque pas. A un camarade qui demandait « innocemment » ce qu'il y avait sous les nouvelles coutures, une révisionniste visiblement satisfaite lui répondit avec un clin d'œil qu'elle croyait complice qu'il s'agissait d'un « truc sans importance, une signature ou quelque chose comme ça. » Ces méthodes n'ont évidemment rien de surprenant chez les révisionnistes. Voler sur le dos des gens qu'ils attirent et dont certains « adhèrent » est à la mesure du mépris qu'ils leur portent en réalité, seule la manipulation politique des masses populaires les intéresse.

Agression fasciste contre l'ambassade de la République populaire d'Albanie

A Son Excellence Javer Malo

Ambassadeur extraordinaire de la République populaire d'ALBANIE en FRANCE,

Monsieur l'Ambassadeur extraordinaire,

Nous apprenons à l'instant par la radio l'attentat dont a été l'objet la nuit dernière le siège de votre ambassade.

Nous attendons d'avoir davantage de détails pour décider des formes de protestation que nous développerons.

Mais nous tenons à vous exprimer immédiatement la totale solidarité de « l'Humanité Rouge » et de ses militants.

Après l'attentat similaire commis à Rome, celui de Paris vise dans votre glorieux état le phare du socialisme en Europe.

Il témoigne des bouleversements qui agitent notre vieux continent du fait de l'alliance et de la rivalité croissante des deux super-grandes puissances, Etats-Unis et Union soviétique, dans leur sinistre entreprise de double hégémonie mondiale.

Les communistes marxistes-léninistes de France, les ouvriers avancés comme les paysans révolutionnaires et les intellectuels progressistes stigmatiseront sans réserve l'acte fasciste ignoble commis la nuit dernière, et particulièrement redoubleront d'efforts dans la préparation des manifestations prochaines destinées à célébrer le 30e anniversaire de la Révolution albanaise.

Agreez, Monsieur l'Ambassadeur extraordinaire, pour vous-même ainsi que pour tous vos compatriotes travaillant à l'Ambassade, l'expression de nos sentiments de profonde amitié et solidarité.

Jacques JURQUET.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

C.D.H.R. Province	252,50
Anonyme Paris	50
C.D.H.R. Province	100
Un jeune employé « C. » contre le révisionnisme	20
Soutien H.R. en timbres région parisienne	25
Y. B. Ille-et-Vilaine	21,80
C.D.H.R. Louise-Michel	50
En supplément à réabonnement - B. G.	12,50
C.D.H.R. Stalingrad	8
C.D.H.R. Balagne	39,60
C.D.H.R. Dimitrov	100
Pour le soutien à la Palestine : un travailleur de Belleville	150
C.D.H.R. Hapiot	5
C.D.H.R. G.-Mocquet	12
C.D.H.R. Politzer	5
C.D.H.R. Ho Chi Minh	51
Des camarades du C.R.	120
Soutien à H.R. - F.D.C.	64
	24
Total de la semaine	1 110,40
Total général utilisé pour le règlement des dettes de l'H.R.	492 095,62

Attention ! Camarades et amis sympathisants de l'H.R., cette semaine la souscription n'a été que de 1 110,40 F. Nous sommes bien en dessous de notre moyenne hebdomadaire de 3 000 à 3 500 F par semaine. Et la nouvelle augmentation très importante des frais d'expéditions rend impossible à bref échéance le maintien du prix du journal à 2 F.

SECOURS ROUGE PROLÉTARIEN

Sur un marché - un travailleur	5
C.D.H.R. H.-Barbusse	43,75
Total	48,75
Pour le Cambodge, collecte à un mariage de deux camarades	80
Pour la lutte des peuples d'Amérique latine	10

COMMANDEZ NOS BROCHURES

- **Le défi révisionniste 2 F**
- **Le social-impérialisme, danger principal en Europe 2,80 F**
- **Un paysan viticulteur de l'Hérault parle...** (entretien avec H.R.) **1,60 F**
- **Les petits producteurs de viande face aux monopoles 2 F**

Abonnez-vous à "Prolétariat" !

Prolétariat ne pourra surmonter ses obligations financières sans le soutien décisif de ses lecteurs.

L'ABONNEMENT EST LA PREMIERE FORME DE CE SOUTIEN.

Actuellement les charges financières (augmentation du papier, du prix de fabrication, etc.) s'élevant de plus en plus, Prolétariat sera obligé d'augmenter son prix.

C'est pourquoi, dès maintenant participez activement à la campagne d'abonnement (dont les tarifs n'ont pas encore changé) en vous abonnant, en faisant des abonnements autour de vous.

TARIFS :

1 an France	25 F
sous pli fermé	32 F
1 an étranger	27 F
sous pli fermé	43 F
Abonnement de soutien	50 F

●

Ecrire à E-100
70, rue de Belleville
75020 PARIS

●

Prolétariat n° 6 est toujours en vente, reste également disponibles les n°s 3, 4, 5.

3 MOIS : 12 NUMEROS, 6 MOIS : 26 NUMEROS 1 AN : 52 NUMEROS

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....

	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
	3 mois	20 F	35 F	50 F
	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
Etranger :	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Réglement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

Une pratique courante du social-impérialisme :

L'ingérence dans les affaires intérieures

Les révisionnistes soviétiques montent complots sur complots, intrigues sur intrigues, pratiquent le pillage systématique des richesses naturelles des pays du monde, s'ingèrent sans vergogne dans les affaires intérieures des autres nations. Ils parlent de souveraineté limitée ici et exercent la subversion, le sabotage et les infiltrations ailleurs. De plus en plus ils se démasquent pour ce qu'ils sont : Des impérialistes arrogants, des ennemis des peuples du monde. En voici encore des exemples récents :

Les sociaux-impérialistes de Moscou rêvent de voir un jour le monde à leurs bottes. Ils utilisent divers moyens pour arriver à leurs fins. Ainsi par exemple disposent-ils d'une authentique Vᵉ Colonne internationale, constituée principalement par les Partis révisionnistes (Doriotistes de notre époque), chargée d'endormir la vigilance des peuples à leur égard. Mais il est des pays qui refusent toute néo-colonisation de la part de l'URSS et luttent pour sauvegarder leur indépendance nationale.

Il y a quelques mois, la Yougoslavie et la Roumanie signaient un communiqué commun soulignant la nécessité de renforcer l'indépendance nationale et dénonçant l'hégémonisme, visant là directement l'URSS. C'était la première fois que des pays dits de « l'Est » condamnaient ainsi l'Union « soviétique ». Depuis longtemps déjà, les nouveaux tsars soutiennent en coulisse les mouvements séparatistes yougoslaves fascistes, notamment croates, afin de faire pression sur le gouvernement yougoslave. Leur échec est pour le moment total. Jouant sur tous les tableaux, ils ont provoqué le développement d'une fraction pro-social-impérialiste au sein de la « ligue des Communistes de Yougoslavie ». Cette fraction d'agents à leur solde a été écrasée lors du récent Xᵉ Congrès de la ligue. Ces tentatives d'infiltrations intérieures ayant pour le moment échoué également, ils viennent de se démasquer une nouvelle fois avec la tentative de création d'un prétendu Parti « Communiste ». Celui-ci, qui n'aurait été qu'une officine directe du social-impérialisme n'a même pas eu le temps de se constituer : les quarante membres fondateurs de ce parti fantoche ont été arrêtés, du matériel imprimé à « l'étranger » saisi. Les liaisons de ce groupe avec l'ambassade d'URSS à Belgrade sont déjà établies. Le gouvernement yougoslave réclame des sanctions exemplaires contre ces agents ennemis afin « d'enlever à quiconque l'envie, dans l'avenir, de recommencer ce genre d'entreprise », dénonçant l'immixion dans les affaires intérieures yougoslaves de l'URSS.

Autre exemple récent des ingérences soviétiques : Un communiqué du Parti démocratique du Kurdistan, rapporté par « Le Monde » dans son édition du 12 septembre, indique que des pilotes russes participent activement aux bombardements irakiens sur le Kurdistan, aux commandes de bombardiers supersoniques « Tupolev 22 ».

Qu'ont donc à faire des militaires russes dans la guerre irako-kurde, guerre aujourd'hui strictement intérieure à l'Irak, mais qui exprime néanmoins directement la rivalité des deux superpuissances ?

Les brigands impérialistes soviétiques se conduisent en authentiques rapaces, méprisant le droit des peuples à disposer de leurs ressources naturelles. Ils se sont encore il y a peu opposés violemment aux revendications légitimes des peuples du monde lors de la conférence de Caracas sur l'extension des eaux territoriales à 200 milles marins. Depuis longtemps déjà, leurs rivaux américains avaient violé les justes décisions d'extension de leurs eaux territoriales prises unilatéralement par certains pays, tels l'Equateur et le Pérou. Cela avait amené de nombreuses fois les gardes-cotes de ces deux pays notamment à arraisonner des chalutiers américains.

Les impérialistes ont également saboté la conférence de Caracas en raison des pertes économiques qu'ils subiraient dans l'exploitation industrielle des fonds marins. Mais les pillards soviétiques n'hésitent pas à passer outre à de telles mesures. Ils vont même jusqu'à violer les eaux territoriales des 12 milles marins. Ainsi le 11 août, un chalutier russe a pénétré dans les eaux irlandaises ; un bâtiment de la marine irlandaise l'a arraisonné : L'équipement et la pêche du chalutier ont été saisis, le capitaine condamné à une forte amende.

Il s'agit là d'une atteinte intolérable à la souveraineté nationale de l'Irlande. Les révisionnistes soviétiques veulent s'assurer l'hégémonie maritime, tant au niveau militaire que civil. Espionnage et pillage sont deux importantes activités des sociaux-impérialistes dans le domaine maritime. Cela entre dans le cadre de leurs visées expansionnistes, c'est pourquoi leur arrogance va de pair avec leurs tentatives d'intimidation. Ce sont là des attitudes de superpuissance qui récoltent de plus en plus les réponses qu'elles méritent de la part des peuples et pays victimes de leurs complots : La lutte résolue.

A Chypre également, les révisionnistes soviétiques ont tenté manœuvres sur manœuvres pour imposer un réglement à leur convenance. Après avoir comme à leur habitude pêché en eaux troubles, les révisionnistes essaient par tous les moyens de « régler » le problème chypriote par une conférence internationale « élargie » (surtout aux Soviétiques évidemment) dans le cadre de l'ONU. Cette proposition soviétique n'ayant reçu aucun soutien, car elle n'était en fait destinée qu'à imposer le contrôle des superpuissances, et notamment celui du social-impérialisme, sur le solutionnement du conflit, les soviétiques viennent d'envoyer Léonid Illyitchev, vice-ministre des affaires étrangères, en commis voyageur à Athènes, Ankara et Nicosie. Encore une fois, les soviétiques se conduisent en grande puissance. Déguisée en ami des peuples, elle parle de « pacification » et ne veut en réalité que soumettre à ses intérêts ceux qu'elle prétend vouloir aider. Les peuples chypriotes, grecs et turcs n'ont rien à attendre des conseils ou des médiations de l'envoyé spécial de Brejnev. Quand à M. Illyitchev, nous l'avons déjà vu à l'œuvre. Il est responsable des négociations frontalières entre l'URSS et la République populaire de Chine, négociations qui n'ont jamais abouti, ni même progressé, constamment sabotées par les nouveaux tsars et leur agent.

Mais en luttant pour l'hégémonie dans le monde, ils se heurtent aux peuples du Tiers-Monde qui resserrent de plus en plus leur unité et augmentent leur volonté de combat contre les deux superpuissances. En tant que superpuissance impérialiste, les révisionnistes soviétiques sont condamnés à disparaître de la scène de l'histoire. Et le peuple russe sera au premier front du grand souffle qui les balaiera.

35ᵉ anniversaire du Parti Communiste de Birmanie

Le Parti communiste de Birmanie qui mène une inflexible lutte armée depuis vingt ans, vient de féter son 35ᵉ anniversaire. Voici le message de félicitations envoyé par le Comité central du Parti communiste Chinois à cette occasion :

Chers camarades,

A l'occasion du 35ᵉ anniversaire de la fondation du Parti communiste de Birmanie, le Comité central du Parti communiste chinois tient, au nom du Parti communiste et du peuple chinois, à adresser ses félicitations chaleureuses et fraternelles au PCB et au peuple birman.

Portant haut levé le grand drapeau du marxisme-léninisme, le Parti communiste de Birmanie s'est résolument opposé à l'impérialisme, au révisionnisme et à la réaction, a persévéré dans une lutte armée révolutionnaire d'une âpreté inouïe et remporté d'importantes victoires au cours des quelques 20 années passées. Cela nous réjouit et nous encourage profondément .

L'actuelle situation internationale est excellente. Les deux superpuissances, les Etats-Unis et l'Union soviétique, sont assaillies de difficultés multiples tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, et trainent une existence de plus en plus précaire. Dans le grand bouleversement qui caractérise le monde d'aujourd'hui, les peuples vont de l'avant à pas de géant. Les pays veulent l'indépendance, les nations veulent la libération, les peuples veulent la révolution ; cela est d'ores et déjà devenu un courant irrésistible de l'histoire. Nous sommes convaincus qu'en s'unissant étroitement à tous les camarades du Parti, en s'appuyant sur les larges masses populaires des diverses nationalités, en s'unissant à toutes les forces susceptibles d'être unies, en suivant une ligne et une politique correctes et en persévérant dans la lutte, le Parti communiste de Birmanie surmontera les différentes difficultés qui peuvent se présenter dans sa marche en avant et remportera la victoire dans la guerre révolutionnaire.

Suivant les enseignements du président Mao, le Parti communiste chinois a toujours considéré qu'il est de son strict devoir internationaliste prolétarien de témoigner sa sympathie et d'accorder son soutien à la lutte révolutionnaire des peuples de tous les pays.

Depuis toujours, le Parti communiste chinois et le Parti communiste de Birmanie se sont soutenus mutuellement, se sont mis à l'école l'un de l'autre et ont scellé une profonde amitié révolutionnaire dans la lutte révolutionnaire. Les étroites relations fondées sur le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien qui unissent nos deux partis se consolideront et se développeront encore davantage.

Vivent l'amitié révolutionnaire et la solidarité militante entre les Partis de Chine et de Birmanie !

Le Comité central du Parti communiste chinois.

Le 15 août 1974.

TÉHÉRAN :

La Chine aux jeux asiatiques

Huit organisations asiatiques des sports ont décidé respectivement, lors de leurs congrès tenus à Téhéran durant les 7ᵉ jeux asiatiques, de rétablir la Chine dans ses droits légitimes dans ces organisations et d'en expulser les représentants de la clique de Tchiang Kai-Chek. C'est une nouvelle grande victoire, qui suit la restauration à la fédération nationale des sports de Chine de ses droits légitimes dans la Fédération des jeux asiatiques.

Les réunions tenues du 31 août au 7 septembre ont donné lieu à des discussions animées sur le problème de la Chine. Les délégués de nombreux pays amis, qui se prononcent pour la justice et maintiennent une position de principe, ont activement soutenu la restauration du siège légitime de la Chine dans leurs organisations où certaines personnes tentaient d'entraver le courant de l'histoire mais se trouvaient dans une position sans espoir.

Pour défendre la justice, certaines organisations de sports asiatiques osent défier les règlements déraisonnables.

Il y a seulement un an, beaucoup de gens estimaient que la participation chinoise aux 7ᵉ Jeux asiatiques constituait une question épineuse, parce qu'en vertu de la constitution du Comité international olympique, les membres des organisations des sports internationales ne sont pas autorisés à participer à des compétitions avec des non-membres. Mais, grâce au soutien actif de l'Iran et de nombreux autres pays asiatiques amis, une décision adoptée par une majorité écrasante à la réunion du conseil de la Fédération des jeux asiatiques tenue à Téhéran en novembre dernier, a approuvé la résolution du Comité exécutif sur la ratification des droits légitimes de la fédération nationale des sports de Chine et sur l'expulsion de la clique Tchiang Kai-Chek, mettant fin ainsi à une situation anormale qui permettait à la clique Tchiang Kai-Chek d'usurper depuis longtemps le siège de la Chine dans la Fédération des jeux asiatiques. Cette importante victoire a exhorté les organisations des sports internationales à prendre une attitude d'approbation à l'égard des 7ᵉ jeux asiatiques. Puis, nombre d'organisations des sports internationales ont adopté des résolutions appropriées sur la restauration du siège légitime de la Chine et sur l'expulsion de la clique Tchiang Kai-Chek. De nombreuses organisations sportives internationales ont adopté à différentes occasions des décisions permettant aux sportifs de leurs pays membres de participer aux compétitions avec les sportifs chinois lors de rencontres sportives, avant même la restauration de son siège légitime à la Chine. Les obstacles dressés à la participation chinoise aux 14 épreuves des 7ᵉ jeux asiatiques ont ainsi été levés l'un après l'autre.

Les sports d'Asie et du Tiers-Monde se développent vigoureusement et l'amitié entre le peuple chinois et les peuples des autres pays s'accroît de jour en jour. Cependant, certains individus dans certaines organisations de sports internationales, qui n'osent pas voir en face la réalité, sont encore hésitants ou tentent même de poursuivre l'application de la politique, qui a pourtant fait faillite depuis longtemps, des « deux Chine » et d'« une Chine, un Taiwan ». Les faits prouveront que leur tentative est vouée à l'échec et que le courant historique ira irrésistiblement de l'avant.

(Agence Chine Nouvelle)

Le congrès extraordinaire du P"C"F :
DE "L'UNION DE LA GAUCHE" A "L'UNION NATIONALE"

Les dirigeants révisionnistes ont réuni le 5 septembre un Comité central en vue de préparer le prochain Congrès, le premier Congrès « extraordinaire » de l'histoire du PCF : c'est dire l'importance qu'attachent les dirigeants révisionnistes à l'évolution de la situation depuis les dernières élections présidentielles.

Le changement principal apparu dans la vie politique française depuis ces élections est que la participation des révisionnistes au gouvernement est devenue, selon les termes mêmes de Marchais, une « hypothèse plausible » pour les prochaines années, voire les prochains mois. Cette « situation politique nouvelle » réclame, comme l'a indiqué Marchais dans son discours prononcé le 6 septembre, une politique nouvelle de la part du PCF, politique déjà esquissée dans toute la presse révisionniste depuis les présidentielles et que le dernier CC a définitivement sanctionné.

Le Programme commun : une peau de chagrin

Sur le fond de la politique préconisée par les révisionnistes, pas de changement : il s'agit de « restreindre la domination du grand capital » et rien de plus — c'est-à-dire, comme nous l'avons souvent montré dans ces colonnes : aménager et renforcer le capitalisme monopoliste d'Etat. Mais cette « restriction » devient au fil des jours de plus en plus restreinte, et le Programme commun est, entre les mains mêmes de ses auteurs, une véritable peau de chagrin. Ce dernier Comité central vient en effet de consacrer « officiellement » la mise à mort du Programme commun, et le parti est invité à se placer sur les positions adoptées par Mitterrand lors des présidentielles : ne reconnaître que « *les orientations fondamentales du Programme commun* » (Marchais).

La situation actuelle réclame une autre politique, et Marchais précise :

« *...une politique nouvelle ,capable d'alléger les difficultés du plus grand nombre, de faire de la liberté le bien de tous, de donner à la France la prospérité, la force, le rayonnement qu'elle peut et doit avoir, en bref d'assurer son renouveau. Cette grande politique populaire et nationale est nouvelle. Elle correspond aux besoins de notre temps. Elle ne vise pas, toutefois, à l'instauration du socialisme.* »

Une leçon qu'ont en effet tirée les dirigeants révisionnistes de leur relatif échec aux dernières élections, est qu'il faut maintenant cesser de se référer au socialisme, qu'il faut au contraire bien affirmer que la « démocratie économique et politique » préconisée par eux n'entrainera *pas nécessairement, inéluctablement* le socialisme.

Les dirigeants révisionnistes font une sorte d'« autocritique » : le Parti est apparu comme trop « révolutionnaire », il est maintenant invité à montrer qu'il ne veut pas le socialisme et que « *le programme commun* (sans majuscules) *de réformes démocratiques bien définies* » que préconise le dernier CC laisse entièrement ouverte la question du choix de société.

Pierre Juquin avait d'ailleurs mis les points sur les i dans « France Nouvelle » du 2 juillet dernier : « *Il ne s'agit pas ,dans l'immédiat, de changer la société. Le Programme commun est bien en deçà du socialisme. Son application n'établira pas un nouveau système économique. Un nouveau système économique — une nouvelle logique — comme on l'a dit de façon un peu rapide, se serait le socialisme. Le socialisme est à l'ordre du jour de notre siècle, il n'est pas encore, en France, à l'ordre du jour.* » Juquin parlait là du Programme commun : que dire alors des réformettes « démocratiques » qu'on lui a maintenant substituées ?

Toujours plus à « droite »

Si le Programme est ainsi restreint, c'est pour grignoter des voix, élargir l'« alliance ». Dans la « situation politique nouvelle », Marchais et les dirigeants révisionnnistes veulent passer de l'« union de la gauche » à l'« union de tout le peuple de France » — entendez : pousser l'alliance contre-révolutionnaire jusqu'aux partis bourgeois à « droite » du parti radical. L'axe de ce nouveau cartel doit être l'alliance gaullistes-révisionnistes. Marchais a déclaré :

« *Communistes et gaullistes se sont le plus souvent retrouvés dans les combats essentiels pour l'indépendance et la dignité de la France. C'est ce combat qui est de nouveau à l'ordre du jour au moment où il faut défendre la souveraineté de notre pays face aux ambitions dominatrices des Etats-Unis et aux renoncements des partisans de la limitation de la souveraineté française au profit d'un bloc ouest-européen dominé par les trusts et par la réaction.* »

Depuis le deuxième tour des présidentielles, ces appels aux gaullistes se sont multipliés. La presse révisionniste est allée jusqu'à dire que les idées de « participation », de « rassemblement », d'« Etat de toute la nation » sont un point commun entre le PCF et les gaullistes. Pour faire avaler à la base du parti cette nouvelle couleuvre (plus grosse encore que celle qui a pour nom Mitterrand), le gaullisme est maintenant taxé de « *courant populaire* », de « *courant politique ayant rompu avec l'Etat des monopoles* », etc. Vis-à-vis des dirigeants gaullistes, les révisionnistes insistent sur les contradictions entre la France et les USA, afin de tenter d'amener cette fraction du personnel politique des monopoles dans le giron social-impérialiste soviétique.

Le « nouveau » parti

Marchais a appelé le Parti à accélérer son processus de transformation, à amplifier le mouvement d'adhésion « tous azimuts ». Puis il a posé cette question que doivent se poser bon nombre de membres du PCF : « *Y a-t-il dans ce courant le moindre risque pour le rôle d'avant-garde, pour le caractère révolutionnaire de notre parti ? Absolument pas.* » Bien sûr, dans la mesure où le PCF a perdu depuis belle lurette son caractère révolutionnaire et son rôle d'avant-garde, il ne « risque » plus rien... C'est le même Marchais qui déclarait lors d'une récente émission télévisée : « *La semaine dernière, dans ma circonscription, un homme est venu me voir en me disant : "j'étais gaulliste ; je désire entrer au parti communiste". Il n'a besoin de rien abjurer* ».

Cette nouvelle politique d'organisation sanctionnée par le dernier CC a deux objectifs : transformer la base et les cadres du parti pour qu'ils correspondent définitivement à la politique réactionnaire du PCF.

— empêcher le Parti socialiste de devenir le premier parti d'opposition bourgeois. Il faut d'ailleurs noter que dans son discours au CC, Marchais n'a pas mentionner une seule fois le PARTI SOCIALISTE !

Le prochain Congrès du PCF, dont Marchais veut faire un Congrès « portes ouvertes » est donc appelé à approuver la nouvelle politique du PCF qui lui permettra d'accéder au pouvoir : abandon du Programme commun, alliance avec d'autres partis bourgeois, notamment les gaullistes, pour former un gouvernement d'union nationale (même en conservant Giscard à la présidence).

Éditorial (Suite de la première page.)

Mais pour appliquer une politique il faut des hommes. Pour préparer leur congrès les dirigeants révisionnistes ont lancé une grande campagne d'adhésions. L'un de ses objectifs est de constituer une base qui corresponde parfaitement à la politique révisionniste. Quelles en sont les caractéristiques ? Dorénavant, on peut être membre du P« C »F et se référer ouvertement à des courants politiques bourgeois tels que le gaullisme. C'est Marchais lui-même qui à la télévision déclarait qu'on pouvait être gaulliste et devenir membre du P« C »F. La campagne d'adhésions se fait sur la base de réformes limitées dans le cadre capitaliste. On peut aujourd'hui être membre du P« C »F et s'opposer ouvertement à la révolution. C'est même ce type d'adhérents que recherchent les dirigeants révisionnistes.

Le congrès révisionniste aura enfin pour rôle de liquider les anciens cadres, devenus révisionnistes mais ayant conservé quelques restes du passé communiste du P« C »F, pour les remplacer par des cadres formés à l'école de la clique Marchais et parfaitement adaptés pour gérer et défendre le capitalisme.

Cette orientation de la politique révisionniste n'est pas particulière à la France mais est celle de tous les partis révisionnistes d'Europe occidentale. Partout ils participent ou sont prêts à participer au gouvernement en collaboration avec des représentants ouverts des monopoles.

Il s'agit d'une politique délibérée. Les révisionnistes offrent leurs bons services contre-révolutionnaires aux bourgeoisies de l'Europe de l'ouest en échange de concessions dans le domaine des rapports avec le social-impérialisme ; cette politique vise à faire de l'Europe une proie facile pour le social-impérialisme, à faire pencher le rapport des forces en Europe en sa faveur.

Il en va de même en France contre leurs services, les dirigeants révisionnistes exigent l'abandon de la politique de défense nationale, l'arrêt de la politique d'unification européenne, etc. Il y a aujourd'hui un complot contre la classe ouvrière et contre notre pays.

Le congrès révisionniste du mois d'octobre prochain en sera le cœur même.

Le recrutement du P"C"F ou politique par lui-même

dans l'Humanité du 10/9/74

Directeur de publication : Suzanne MARTY — C.P.P.P. N° 47291 — Distribution : N.M.P.P. — Imp. S.I.M., 20 rue Sambre-et-Meuse, 75010 PARIS — Dépôt légal : 2e trimestre 1974.